



Le Chemin de la Souveraineté

Unir citoyens et paysans pour reconquérir
notre avenir alimentaire et populaire.



“On essaie de faire le lien entre toutes ces facettes.”

Kiria G., paysanne et restauratrice en Ariège.

“Je suis paysanne restauratrice. **On a à cœur la souveraineté alimentaire parce qu'on est paysan, parce qu'on est restaurateur...** On s'est rendu compte que financièrement, on ne tiendrait jamais en étant que agriculteur. On a donc décidé de valoriser chacune de nos petites productions.”

Son projet : une ferme-restaurant qui maîtrise la chaîne 'du début à la fin, jusqu'à l'assiette'.

La solution à l'échelle humaine : un cercle vertueux.

Inspiration: "Une ferme cohérente, un peu comme la ferme de nos anciens."



Diversité: "Production de fruits, légumes, viande, œufs, et bientôt lait et poisson."

Principe: "Être dans un circuit fermé... utiliser 80% de nos productions dans les assiettes."

"J'ose espérer qu'on soit un modèle pour ensuite que ça essaime partout. Il n'y a pas de souveraineté alimentaire si on n'a pas chaque maillon de la chaîne."

Mais le modèle dominant étrangle ceux qui nous nourrissent.



Le coupable n°1 : La PAC

“La PAC n'est pas du tout là pour aider les agriculteurs mais pour les étrangler... On est enchaîné à cette PAC.”

Les subventions basées sur le nombre d'hectares (“plus tu es gros, plus tu en as”) poussent à des absurdités bureaucratiques : détruire des haies puis être subventionné pour les replanter.

Conséquence

Des agriculteurs pris au piège, endettés, et forcés d'arrêter.

**Je suis à deux doigts d'arrêter.
Et combien arrêtent ?**

La racine du mal : une "prison politique" nommée Constitution.

"La destruction de la souveraineté alimentaire est un des aspects de la destruction de la souveraineté tout court."

- Étienne Chouard

"Le peuple n'a jamais été souverain. C'est une élite, une minorité qui a la maîtrise de la Constitution et utilise le peuple comme une ressource."

- Benoît



Le vrai problème n'est pas une loi, mais le texte qui organise notre impuissance collective. 'La plupart des gens se foutent du texte dans lequel est écrite leur impuissance politique.'

Dans la Constitution actuelle, il n'y a "rien qui institue la souveraineté alimentaire."

La clé de notre libération : instituer instituer nous-mêmes notre puissance.

Le principe fondamental : “Ce n'est pas aux élus d'écrire les règles de la représentation, c'est à nous de le faire.”

L'outil de la souveraineté : Le peuple doit écrire lui-même la Constitution pour y inscrire les règles qui le protègent.

La preuve par la pratique : “Depuis 20 ans dans les ateliers constituants, nous prouvons que c'est possible.”

La démocratie véritable repose sur un principe : le tirage au sort, “la procédure qui va nous rendre le pouvoir”, par opposition à l'élection, “la procédure de notre dépossession politique”.



Plan Directeur - Article 31

Principes Fondateurs de la Souveraineté Alimentaire

Garantir la souveraineté alimentaire en protégeant le foncier, en excluant la spéculation, en plafonnant la concentration des terres et en instaurant une gouvernance citoyenne.

Préambule

"La capacité de la France à nourrir sa population constitue une condition essentielle de sa souveraineté, de son indépendance et de sa stabilité démocratique."

Protection

"La Constitution protège les filières paysannes françaises [...] contre toute décision politique, sanitaire ou commerciale ayant pour effet de les affaiblir."

Plan Directeur : Un Outil de Gouvernance Citoyenne.

L'Organe

Le Collège de la Souveraineté Alimentaire.

Composition

- Un collège de 504 membres tirés au sort.
- Pour moitié d'exploitants de surface nourricière (au moins 2 par département).
- Pour moitié de citoyens (au moins 2 par département).

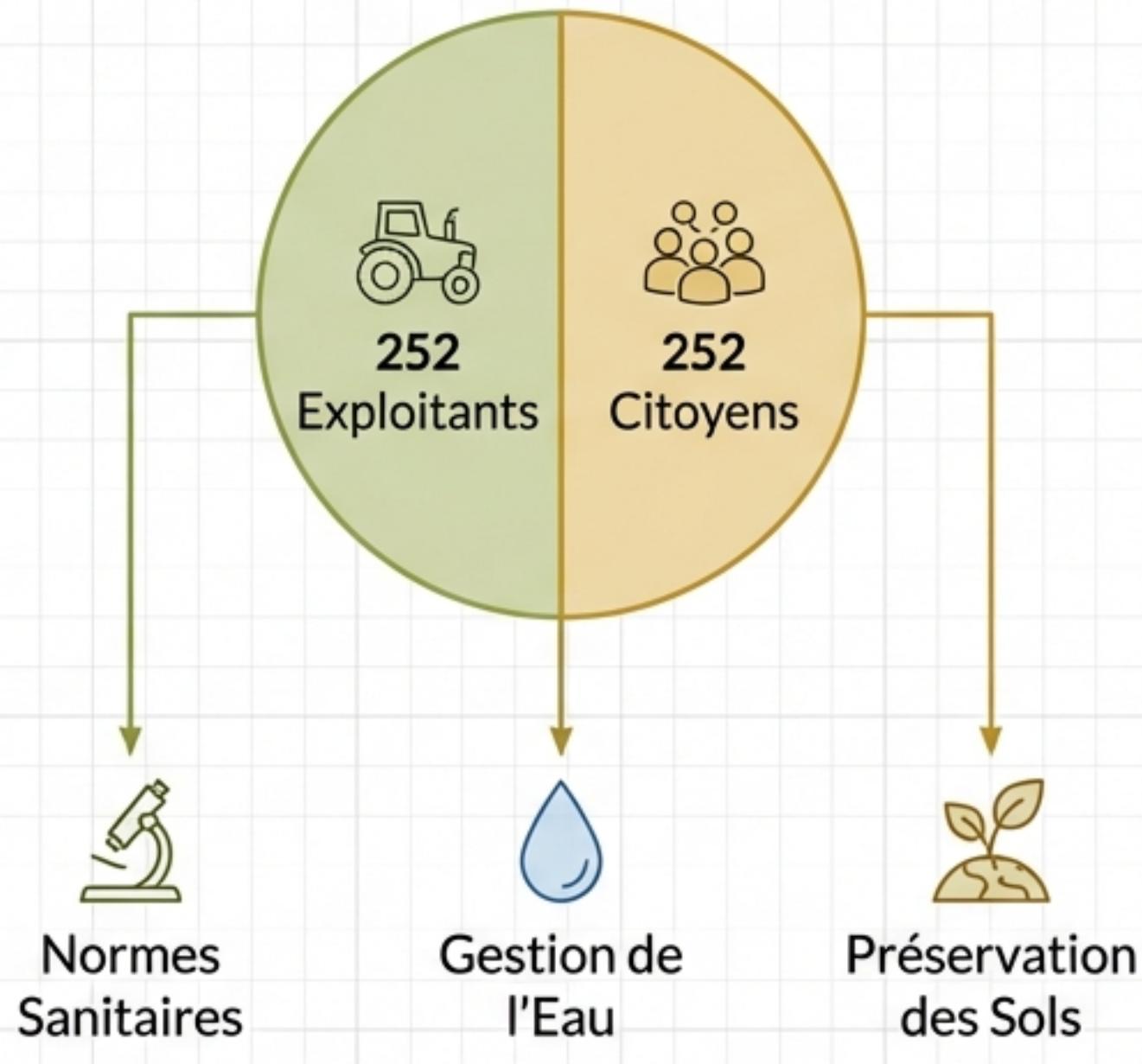
Mission

Chargé de prendre les décisions impactantes. Il peut être saisi par "tout citoyen".

Légitimité

Le tirage au sort assure une représentation réelle et empêche la capture par des intérêts privés.

Collège de la Souveraineté Alimentaire -
504 Membres



Plan Directeur : La Terre, un patrimoine stratégique à protéger.



Statut

"Les surfaces nourricières de la France constituent un patrimoine stratégique."

Propriété

"Ne peuvent appartenir qu'à des personnes physiques de nationalité française ou à des entreprises françaises."

Interdiction Clé

"Toute forme de détention [...] par des actionnaires, des fonds d'investissement ou entité financière est interdite."

Plafonnement

"La surface totale détenue ou exploitée [...] ne peut excéder 200 hectares."

Perspective du terrain

Note de Kiria : "Moi personnellement, ce serait même encore moins, ce serait 100 hectares. Limiter la taille, ça permettra de partager [...] et de créer quatre emplois en plus."

Convergence : Le ‘bon sens paysan’ inscrit dans la Constitution.

Ateliers Constituants

1. Protéger le foncier
2. Gouvernance citoyenne
3. Exclure la spéculation
4. Prioriser le local

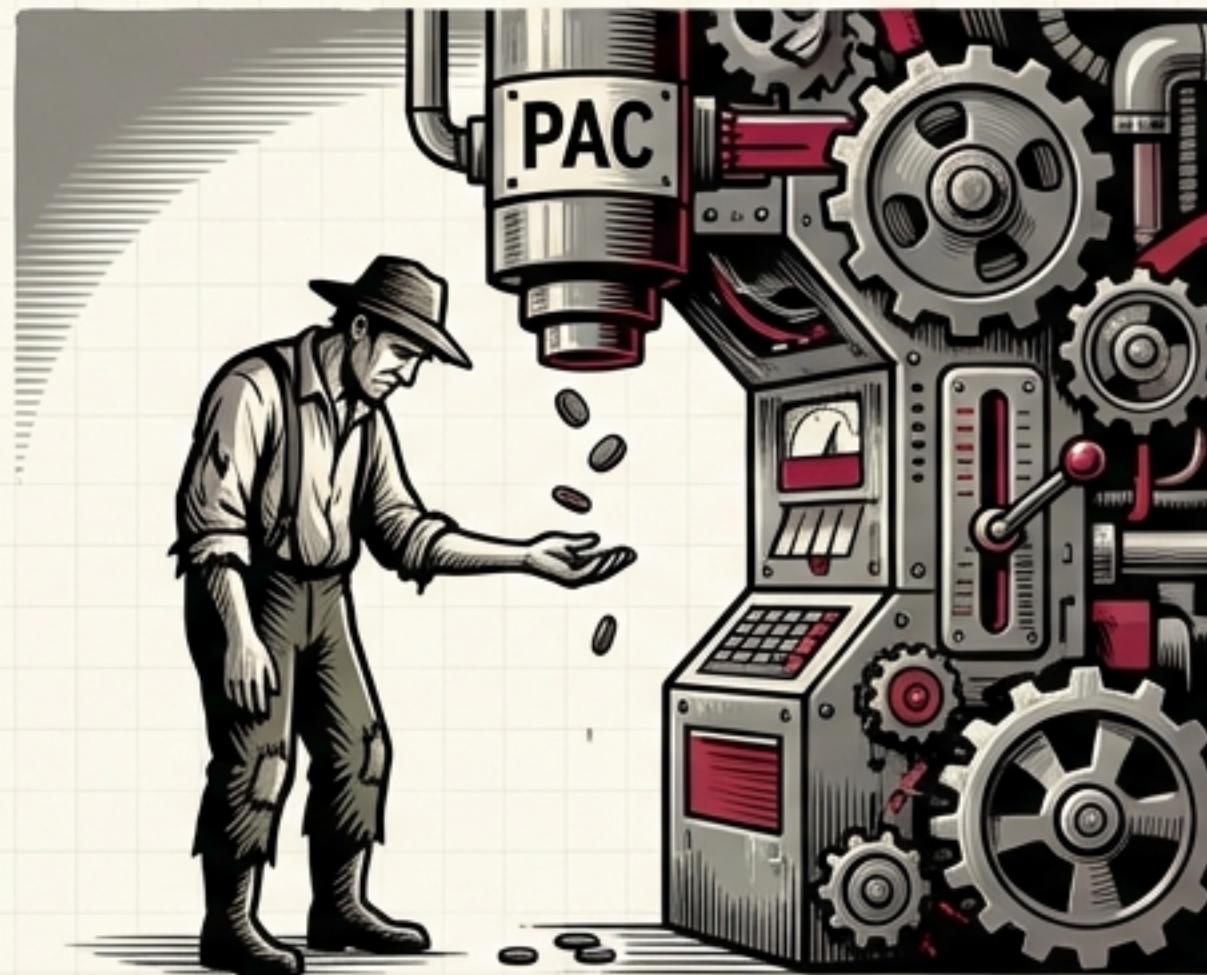
La Voix de Kiria

1. L'alimentation, intérêt supérieur de la nation.
2. Priorité absolue à la production locale.
3. Protection constitutionnelle des terres nourricières.
4. Indépendance productive.

Remplacer la subvention par la dignité : le prix juste garanti.

"Nous, agriculteurs, on n'a pas envie d'être aidés, on a envie qu'on nous laisse travailler et d'avoir une juste rémunération."

Le Système Actuel



Le système actuel, complexe et déshumanisant, réduit l'agriculteur à la dépendance, avec des aides insuffisantes face aux défis structurels.

"Un prix juste garanti : un prix plancher constitutionnel basé sur le temps de travail, le coût réel et surtout la dignité."

La Proposition



La proposition est un retour à l'équilibre et à la reconnaissance, assurant une juste rémunération pour le travail accompli.

Vers une agriculture résiliente et des paysans respectés.

Les “mesures radicales mais logiques” de Kiria :

- Un plan national de sortie des engrains chimiques importés et des semences propriétaires.
- Mettre en avant la polyculture-élevage, l'autonomie fourragère et la diversité génétique.
- Le paysan est le garant de la souveraineté alimentaire, au même rang que les soignants ou les enseignants.



Fin de la dépendance
aux intrants.



Priorité aux systèmes
résilients.



Un statut
constitutionnel.

"Un paysan pauvre dans un pays riche est une faillite constitutionnelle."



L'ennemi commun : le 'fanatisme marchand' du libre-échange.

Analyse d'Étienne Chouard

Le libre-échange est une "folie de marchand", une "idéologie de multinationale" qui nous "assassine".
"Sa raison d'être, c'est de nous priver de notre souveraineté."

Conséquence concrète (Kiria)

"Une concurrence déloyale" avec des produits importés "faits par des esclaves" et utilisant des "produits interdits en France".

Interdire le libre-échange dans la Constitution. "Pas de traité sans référendum."
Cela place le droit de se nourrir au-dessus des intérêts commerciaux.

L'outil du pouvoir populaire : le Référendum d'Initiative Citoyenne.

Le RIC est la procédure qui permet au peuple de proposer et de voter lui-même des modifications de la Constitution.

C'est le mécanisme concret pour inscrire dans le marbre le plafonnement des terres, le prix plancher, etc.



Citation de Léo : *"Ce dont on a besoin, c'est l'outil qui fait que le citoyen est souverain à tout moment."*

Le plus important est le RIC Constituant, car il place le peuple au-dessus de toutes les autres normes, y compris les traités internationaux.

Le pouvoir ne se demande pas, il se prend. Ensemble.



Le véritable moteur du changement : la 'conscience constituante'.
L'outil de mobilisation : Le **'Compteur à conscience constituante'**
qui vise à montrer la force du nombre.
'C'est quand on sera nombreux que ça va se passer.'

comptesurmoi.org

*"La force de la Constitution réside entièrement dans la détermination
de chaque citoyen à la défendre." - Albert Einstein*

Rejoignez la convergence. Devenez les constituants de votre avenir.